

**RÉQUISITOIRE
DE M. LE
PROCUREUR-
GÉNÉRAL DU
PARLEMENT...**

Le Goullon de Champel





RÉQUISITOIRE

De M. le Procureur-Général du
Parlement de Metz , au sujet des
foi-disans Jésuites.

A Messieurs de Parlement.



REMONTRE le Procureur-général du Roi , que le bruit étonnant , les plaintes & les murmures qui retentissoient au premier Mars de la présente année contre les Constitutions des foi-disans Jésuites , qui étoient déjà déferées au Parlement de Paris , à ceux de Bretagne & de Rouen , engagèrent la Cour à en prendre connoissance. Par son Arrêt dudit jour premier Mars , elle ordonna sur les requisitions du Remontrant , le dépôt dans son Greffe desdites Constitutions. L'Arrêt fut signifié le même jour à frere Claude Jacquemin , Recteur du Collège , qui y obéit le lendemain 2 Mars , en les déposant au Greffe de la Cour.

Le Remontrant en prit communica-

A

tion , & il étoit à la veille d'en rendre compte à la Cour , lorsqu'au 13 Mars dernier il reçut l'Edit du Roi concernant cette Société , avec les Lettres de cachet pour la présentation de cet Edit , & en requérir l'enregistrement , ce qu'il a fait. Mais la Cour ayant jugé à propos de s'instruire à fond des Constitutions du Régime , & de la Doctrine de la Société , elle en a été scandalisée , & n'a pas jugé à propos de donner un état légal à un Corps qui n'en a point , qui n'est que toléré , & dont on n'avoit jamais vû les Constitutions. C'est d'après l'examen que le Remontrant en a fait , qu'il va présenter à la Cour le tableau en gros , & l'esquisse d'une Société indéfinissable , qui est tout , & n'est rien. La Cour a sans doute déjà vû avec étonnement l'horrible tissu de ce corps de Constitutions , ouvrage monstrueux dans tout son contenu , & qui présente une Société que l'on voit en naissant s'humilier , se donner pour des mendiants , s'engager par les trois vœux ordinaires , & en proposer un quatrième d'une obéissance parfaite aux Papes ; démarche qui flatte tellement la Cour de Rome , qu'elle prit cette Société naissante sous sa protection , & la

3

regarda comme un secours qui pouvoit lui être utile pour ses idées d'infailibilité, & de pouvoir sur les têtes couronnées qu'elle prétendoit s'affujettir.

Paul III. & plusieurs de ses Successeurs enchérissant les uns sur les autres, n'hésiterent pas d'élever un Trône & une Monarchie à la personne du Général de cette Société, qu'ils rendirent indépendante de l'Eglise, de son chef, de ses principaux membres, & donnerent à cette Société un pouvoir supérieur à celui des Papes leurs Successeurs, qu'ils privoient de toute autorité de réformer ou faire de nouvelles Constitutions à ladite Société, qui la rendoient seule capable de changer, corriger, augmenter & reprendre tel article de ses Constitutions qu'elle jugeroit à propos, & sous telle datte qu'elle voudroit. C'étoit encore trop peu faire pour ces soi-disans Jésuites, on voulut les affranchir du lien naturel qui attache tous les sujets d'un Prince à leur Souverain, on leur dit que ni leurs personnes, ni leurs biens, ni leurs maisons n'étoient point sujets à la Justice séculière; qu'ils n'étoient tenus à aucuns impôts, pas même pour le salut de la patrie, ni pour œuvre de charité.

Aij

Cette Société ne tarda pas à entrer dans les vûes que l'on avoit eues , en répandant les maximes ultramontaines , & à payer les bienfaits dont Rome l'avoit accablée , par des livres contenant les maximes les plus pernicieuses , les plus contraires à l'autorité royale , & les plus attentatoires aux personnes sacrées des Rois. Il n'y a qu'à ouvrir les livres & les différens Arrêts rendus par les Parlemens , pour se convaincre du fanatisme dont ce Royaume a ressenti de si pernicious effets. Il est certain qu'avant la naissance de cette Société leur morale avoit été presqu'inconnue , il étoit réservé à gens qui par des vœux abdiquent tous les principes de leur éducation , ceux de la nature & de leur naissance , & qui se lient à la volonté d'un seul homme étranger auquel ils sont attachés , & qui ne le leur est en rien ; qui sont dans ses mains comme un cadavre ou un bâton , qui regardent ce Général comme Dieu même , lui obéissent en tout , *caco quodam impetu* ; il étoit réservé à une pareille Société d'enfanter de tels fanatiques , qui sont forcés à le devenir par l'obéissance aveugle de cœur & d'esprit , à laquelle on es oblige , & dont s'ils s'écartoient ils

5

seroient chassés à quelqu'âge que ce fût ; & quelques services qu'ils eussent rendus à la Société , chassés ignominieusement sans aucune ressource pour subsister , & sans aucun recours à aucun tribunal , soit laïc , soit ecclésiastique , puisque le Pape même n'y pourroit rien. Aussi cet ordre de personnes se regardant à l'abri de toute censure , & irréformable , n'hésite pas à dire tout ou rien ; il faut nous laisser tels que nous sommes , ou nous anéantir : ils font preuve par leurs Constitutions & par les Bulles, que quelque réforme que l'on fit chez eux , ils peuvent reprendre en tout tems , lorsqu'ils le jugeront à propos , leurs mêmes maximes & leurs mêmes Constitutions lorsqu'il plaira à leur Général. La Cour trouvera tous leurs usages consacrés dans leurs Constitutions , ainsi que leurs privilèges abusifs : il seroit bien à souhaiter que l'alternative de leur suppression & extinction totale fût du goût du règne ecclésiastique & séculier ; quelle tranquillité il en résulteroit au monde entier ! On ne verroit plus les Fidèles se diviser , quitter les vrais Pasteurs , pour aller chercher une pâture étrangère & empoisonnée dans des associations , Con-

A iij

grégations , & autres assemblées illicites , où l'on répand le mépris des vrais Pasteurs ; mépris qu'ils ont fait remonter jusqu'au Chef de l'Eglise , témoin leur conduite envers les Papes qui n'ont point approuvé leur morale & leur discipline à l'égard des Chinois ; mépris des puissances séculières qu'ils ont osé attaquer de front , jusqu'à leur enlever des Provinces entières , & soustraire les peuples à l'obéissance de leurs Souverains. Le Remontrant n'entrera pas dans le détail de ce qu'ils ont fait au Japon , à la Chine , en Suède , en Allemagne , en Angleterre , en Portugal & en France , la mémoire en est pleine & récente ; nos larmes ne sont point encore taries sur les malheurs & les dangers que ce Royaume a ressentis ; à quoi peut-on attribuer les fruits de leur pernicieuse doctrine , qu'à la semence qu'ils en répandent dans des terres neuves & fécondes , telles que la Jeunesse qu'ils instruisent , les artisans & gens du menu peuple qu'ils dirigent dans leurs Congrégations , & qu'ils étendent jusqu'à celle qu'ils appellent la Congrégation des Messieurs. Ne les a-t'on pas vû vouloir s'emparer de la conscience des Soldats , & les tourner à leur gré ? Mais la

prudence du ministère se réveilla à cette dernière tentative , & y mit ordre. Le fond du mal n'existe pas moins , & le péril sera le même , si on laisse à cette Société l'éducation de la Jeunesse , & la direction des peuples dans des Congrégations à huis-clos , plus nombreuses que les assemblées de Ville , qui ne peuvent se faire sans lettres expresses du Roi. Mais ces gens se croient au-dessus de toute règle , & s'imaginent qu'on ne peut , sans encourir excommunication , tenter de les remettre dans le droit commun à toute la nation. Aussi n'ont-ils pas hésité à s'introduire dans tous les lieux où ils ont cru trouver leur avantage , au mépris des droits de la Royauté , dont ils n'ont pas daigné prendre des Lettres-patentes. C'est dans le même esprit qu'ils ont acquis tant de biens , par la séduction qu'ils ont pratiquée sur quantité de laïcs , dont ils ont fait dépouiller les héritiers ; c'est par leur crédit qu'ils ont enlevé tant de Bénéfices à des Congrégations Religieuses qui ont vainement réclamé contre leur injustice & leur violence.

Quelle preuve plus forte peut-on donner de l'abus de leurs Constitutions, que le secret que l'on en garde même

envers ceux qui sont chez eux liés par des vœux ? Comment peut-on engager quelqu'un à l'observation de règles qu'on lui cache ? Comment peut-on souffrir que des régnicoles prêtent serment à une Puissance étrangère , dont les mœurs , les règles & les intérêts sont diamétralement opposés à ceux de l'Etat ? Il étoit réservé à ce siècle de se convaincre de ce que la Sorbonne & l'Université de Paris disoient il y a deux cens ans , que cette Société étoit pernicieuse , plus faite pour détruire que pour édifier.

En effet , suivant les Casuistes , notamment Bussembaum , Bellarmin , Lessius , les Ecclésiastiques ne sont point sujets à la Puissance séculière , dont ils sont exempts de droit divin. Si ces maximes prenoient faveur dans l'esprit des peuples , que deviendrait l'autorité des Rois , des Loix , des Magistrats , & la sûreté publique ?

La Société dira-t'elle que ce sont des étrangers qui ont écrit pour des pays differens de la France ? La vérité n'est-elle pas une par tout pays ? Jesus-Christ n'a-t'il pas donné le même Evangile à ses Apôtres ? N'est-il pas commun à tous les Fidèles ? Mais si on veut examiner

comment les différens peuples pensent sur les Casuistes de la Société, il n'y a qu'à voir, lorsqu'ils en ont voulu faire usage, comment ils ont été traités à Vienne, en Portugal & ailleurs ; par-tout on doit regarder ceux qui approuvent un pareil Institut, comme gens prêts à trahir le Roi & l'Etat, en adoptant le tyrannicide & toutes ses horreurs, constamment soutenu par les soi-disans Jésuites, dans la bouche desquels le oui & le non ne signifient pas plus l'un que l'autre, & qui sont en même tems juges & parties, suivant leurs privilèges aussi injustement demandés que ridiculement obtenus. Et que l'on ne croie pas que la Société soit capable de changer de sentiment, elle a fourni du contraire une preuve toute récente, puisqu'elle a fait répandre chez les Magistrats & dans le public, par le Recteur du Collège de cette Ville, un livre intitulé, *Mémoire concernant l'Institut, la doctrine & l'établissement des Jésuites en France*. On y trouve à la page 351. l'aveu le plus formel de la perversité de leur doctrine. C'est dans le tems qu'on les attaque sur cette doctrine meurtrière & séditeuse, qu'ils osent avancer qu'elle n'attaque point la foi,

que les principes ultramontains sont des points controversés indifféremment dans l'Eglise ; ce qui est posé pour maxime , que l'on peut sans péché refuser l'obéissance à son Souverain , lui faire la guerre , le déposer , & même le tuer , si le Pape le juge à propos ; & voilà ce que la Société appelle se justifier , & ce qu'elle a l'impudence de faire présenter à ses Juges.

A CES CAUSES , requiert le Procureur-Général du Roi , être reçu appellant comme d'abus de la Bulle commençant par le mot *Regimini* , donnée le 5 des Calendes d'Octobre 1540 , qui a pour titre , *Prima Instituti Societatis Jesu approbatio* ; d'une seconde Bulle commençant par ces mots , *Injunctum nobis* , donnée la veille des Ides de Mars 1543 ; d'une autre Bulle commençant par ces mots , *Exposcit debitum* , donnée le 12 des Calendes d'Août 1550 ; d'une autre Bulle commençant par ces mots , *Sacrae religionis* , donnée le 31 Décembre 1552 ; & de toutes autres Bulles , Brefs , Lettres apostoliques concernant les Prêtres & Ecoliers de ladite Société , ensemble de leur prétendu Institut , Constitutions , Décrets de leurs Généraux &

Congrégations , & de tous autres actes ayant trait à leur Régime , & faisant règlement parmi eux , même de leurs vœux ; notamment en ce que led. Institut de ladite Société seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise , à celle des Conciles généraux & particuliers , à celle du saint Siège & de tous les Supérieurs Ecclésiastiques , & à celle des Souverains ; entant que d'un côté par lesdites Constitutions , le Général pourroit tout dans ladite Société , au préjudice des décisions desdits Conciles , des Bulles émanées du saint Siège , des Réglemens prescrits par tous Supérieurs Ecclésiastiques , & des loix émanées des Princes temporels ; & que d'un autre côté aucune Puissance , ni spirituelle ni temporelle , ne pourroit rien dans ladite Société , à laquelle non-seulement auroit été attribuée la faculté de changer , casser & révoquer ses propres Constitutions , & de s'en donner de nouvelles , suivant la diversité des tems , des lieux & des objets , sans subir à cet égard aucune inspection , même de la part du saint Siège , dont l'autorisation seroit censée attachée de plein droit à toutes les variations utiles à ladite Société ; mais encore auroit été accordée , au cas

qu'il intervînt de la part de l'Eglise, du saint Siège, de quelqu'autre Puissance que ce fût, quelque acte de révocation ou de réformation, de pouvoir en ce cas rétablir tout de sa propre autorité dans l'ancien état, & même sous telle date que voudront choisir la Société, le Général ou les Supérieurs d'icelle; le tout sans qu'il soit besoin d'obtenir, même du saint Siège, ni autorisation, ni consentement, ni confirmation.

En ce que, sous le nom de ladite Société, un seul homme exerceroit une puissance monarchique sur la Société entière répandue dans tous les Etats, & sur l'universalité de ses membres, & des personnes vivantes sous son obéissance, même sur celles qui seroient exemptes ou pourvûes de facultés quelconques; & que cette puissance s'étendrait non-seulement sur l'administration des biens & sur le droit de passer tous contrats, d'annuller ceux déjà faits, même en vertu de ses pouvoirs; mais seroit tellement une & entière, que chacun de ceux qui composent ladite Société, seroit tenu de lui obéir aveuglément comme à Jésus-Christ lui-même, quelque chose que commande ce Général, sans réserve, sans exception, sans

examen , & sans hésiter même intérieurement ; d'apporter à l'exécution de tout ce qu'il prescrira la même plénitude de consentement & d'adhésion , qu'ils ont pour la créance des dogmes même de la foi catholique ; d'être dans ses mains comme un cadavre ou comme un bâton dans celles d'un vieillard , ou comme Abraham sous les ordres de Dieu qui lui commandoit d'immoler son fils , en se pénétrant du principe que tout ce qu'on lui commande est juste , & en abdiquant tout sentiment personnel & toute volonté propre.

En ce que ladite autorité absolue s'étendrait même sur le contrat naturel , qui liant les membres à la Société , doit lier la Société à ses membres ; que néanmoins ladite Société ne seroit aucunement engagée de son côté , & que tandis que tous ses membres lui seroient définitivement liés , le Général pourroit en tout tems renvoyer chacun d'eux , sans être tenu de pourvoir à leurs besoins temporels , même les plus urgens.

En ce que pour d'autant plus assurer l'exercice de ce pouvoir absolu , l'esprit général dudit Institut , suivi dans les Constitutions , seroit de n'établir différentes règles apparentes , qu'en les dé-

truisant en même-tems , soit par d'autres règles opposées qui se trouveroient dans d'autres endroits des mêmes Constitutions , soit par des distinctions & exceptions de tout genre , ajoutant que dans la pratique les membres de ladite Société ne sont obligés , même sous peine de péché véniel , à aucuns des points contenus dans lesdites Constitutions , à moins qu'il ne leur soit spécialement prescrit en vertu de la sainte obéissance , par le Supérieur qui a droit de juger de ce qui convient aux occasions & aux personnes ; en sorte que le seul point constant seroit de faire régler & décider tout par le seul Général de ladite Société.

En ce qu'il seroit accordé audit Institut toutes sortes de privilèges , même ceux qui seroient le plus contraires aux droits des Puissances temporelles & spirituelles , à ceux des Ordinaires , des Pasteurs du second Ordre , des Universités & des autres Corps séculiers & réguliers , & que dans le cas où on voudroit attaquer lesdits privilèges , molester , ou inquiéter tacitement , ou expressément ledit Institut , il lui seroit concédé de se nommer des Conservateurs , avec faculté d'employer pour

leur défense toutes les ressources opportunes de droit & de fait, même sans respecter la Puissance royale.

En ce que chacune des dispositions susdites, notamment l'obligation imposée à tous les membres de ladite Société d'une obéissance aveugle dans l'exécution comme dans l'acquiescement envers toute volonté du Général, sans examen sur la justice d'aucun ordre émané de lui, l'étendue des prohibitions portées par lesdites Constitutions, le genre des pouvoirs attribués ausdits soi-disans Conservateurs, tendroit à compromettre la sûreté même de la personne des Rois. Que des articles plus précis encore desdites Constitutions concourroient à porter atteinte à cette sûreté, & que d'ailleurs chacun des membres de ladite Société étant obligé de se soumettre aux définitions d'icelles, dans les objets même de leur doctrine, sur lesquels ils auroient des opinions différentes des sentimens de l'Eglise, il ne doit & ne peut y avoir qu'une créance, une doctrine, & une morale uniforme dans ladite Société; sçavoir, celles qu'elle jugeroit les plus accommodées au tems, les meilleures & les plus convenables pour ladite Société.

En ce que lesdits soi-disans Jésuites seroient obligés par leur Institut de faire passer exactement chaque année à Rome des sommes d'argent appellées *quindennia*.

Et en ce que par lesdits vœux & sermens, lesdits soi-disans Jésuites se soumettent aux règles & Institut de ladite Société : lui être permis de faire intimer le Général & Société desdits soi-disans Jésuites, en la personne des Recteurs des Collèges existans dans le ressort de la Cour, pour répondre & procéder sur ledit appel. Et cependant faire dès à-présent défenses à tous soi-disans Jésuites de s'immiscer dans l'instruction de la Jeunesse, ni de tenir aucunes Classes ni Congrégations, soit d'Ecoliers, d'Artisans ou de Messieurs, ni de personnes du sexe ; faire défenses à tous peres, meres, tuteurs ou parens, de plus envoyer leurs enfans ou pupiles aux Ecoles ou Classes chez les soi-disans Jésuites ; leur enjoindre de retirer ceux qu'ils auroient mis ci-devant en pension chez lesdits soi-disans Jésuites, même hors du Royaume ; ordonner que ceux qui sont entrés Novices dans ladite Société, seront tenus d'en sortir ; ordonner aux Officiers des Villes de se pourvoir

voir de gens capables de tenir les Classes & d'instruire la Jeunesse, sous rétribution convenable , à l'effet de quoi tous les biens , soit mobiliers , soit immobiliers , bibliothèques , effets de Sacristie & de Congrégations appartenans aux Collèges desdits soi-disans Jésuites , titres , papiers & renseignemens seront saisis , & inventaire en sera fait , en cette Ville par un Commissaire de la Cour , auquel inventaire sera joint celui des titres , papiers , contrats d'acquisitions ou de constitutions , Registres tenus par les Procureurs ou Ministres desd. Maisons: Ordonner que tous Prêtes-noms seront tenus de déclarer dans trois jours au Greffe de la Cour les acquisitions de terres , maisons , usuines , & autres fonds qu'ils ont acquis pour les soi-disans Jésuites , soit pour les maisons situées dans le ressort , soit pour d'autres , à peine d'être poursuivis comme recéleurs: Ordonner en outre que le Livre de Bussembaum , ensemble celui intitulé : *Mémoire concernant l'Institut , la doctrine & l'établissement des Jésuites en France* , seront lacérés & brûlés au pied du grand escalier du Palais , par l'Exécuteur de la haute Justice ; ordonner que tous les Livres cités & brûlés par Arrêt du Parlement de Paris , qui

pourront se trouver dans lesdits trois Colléges de Metz , Verdun & Sedan , seront envoyés au Greffe de la Cour , à la diligence des Substituts sur les lieux ; ordonner qu'aux Bailliages de Verdun & de Sedan , il sera par les Chefs desdits Bailliages , à la requête des Substituts du Remontrant , & en leur présence , procédé à de pareilles saisies , visites & inventaires des biens , titres & papiers desdits soi-disans Jésuites , qui ne pourront en distraire , vendre ou aliéner aucuns , avec défenses à toutes personnes d'en recevoir ou acquérir , à peine de nullité desdites ventes & toute autre peine de droit. Ordonner que l'Arêt qui interviendra sera exécuté non-obstant toutes oppositions ou autres empêchemens quelconques , qu'il sera imprimé , envoyé , lû & publié dans tous les Bailliages & Siéges ressortissans nûement à la Cour , signé & exécuté sans délai ; enjoindre aux Substituts sur les lieux d'y tenir la main , & d'en certifier la Cour dans le délai qu'il lui plaira préfiger.

Signé, LE GOULLON DE CHAMPEL.



ARREST

DE LA COUR

DE PARLEMENT,

*Rendu Chambres & Sémeftres
affemblés.*

Du 28 Mai 1762.

Extrait des Regiftres de Parlement.

VU par la Cour, les Chambres & Sémeftres affemblés, fon Arrêt du 25 Février dernier, par lequel le Procureur Général du Roi mandé, lui a été dit de préfenter fon Réquifitoire le Lundi fuivant premier Mars, pour demander que les Conftitutions des Prêtres & Ecoliers fe difans de la Société de Jefus, fuſſent inceſſamment déposées au Creſſe civil de la Cour; à l'effet de quoi ladite Cour a continué

B ij

son assemblée audit jour : Autre Arrêt dudit jour premier Mars, qui, sur le Réquisitoire du Procureur Général du Roi, ordonne que lesdits Prêtres & Ecoliers seront tenus de remettre dans trois jours au Greffe civil de la Cour, un exemplaire imprimé desdites Constitutions, notamment de l'édition d'icelles faite à Prague en 1757, & qu'à sa diligence ledit Arrêt sera signifié au Supérieur de la maison de cette Ville, à ce que lesdits Prêtres & Ecoliers aient à s'y conformer sous les peines de droit ; pour lesdites Constitutions déposées au Greffe, en être par lui rendu compte à l'effet de statuer par la Cour ainsi qu'il appartiendra : Signification dudit Arrêt faite à la Requête du Procureur Général du Roi le même jour, par Haillecourt, Huissier en ladite Cour, à Frere Claude Jacquemin, Recteur du College de Metz: Acte de dépôt fait au Greffe de ladite Cour, par ledit Frere Jacquemin, le deux, d'un exemplaire desdites Constitutions de l'édition faite à Prage en 1757: Autre Arrêt du 13 dudit mois, par lequel a été donné Acte audit Procureur Général du Roi, de la présentation par lui faite à la Cour d'un Edit donné à Versailles, daté dudit mois de

Mars, concernant la Société desdits Jésuites ; & après que lecture a été faite d'icelui , il a été ordonné que par des Commissaires qu'elle a nommé , ledit Edit seroit examiné pour être de suite rendu compte de leurs observations : Autre Arrêt du premier Avril , par lequel lesdits Commissaires sont autorisés à retirer du Greffe de ladite Cour , lesdites Constitutions pour être par eux examinées & rendre compte d'icelles : Le rapport fait au Bureau par lesdits Commissaires les 24, 25 & 26 Mai du matin & de relevée , tant dudit Institut , Constitutions , que de la doctrine morale & pratique desdits soi-disans Jésuites : L'Arrêté dudit jour 26 Mai , qui porte que ladite Cour constamment pénétrée du respect le plus profond , de l'amour le plus sincere , & de la fidélité la plus parfaite pour ledit Seigneur Roi ; mais également attachée aux loix , maximes & usages inviolablement gardés & observés dans tout le Royaume , qui font la sûreté de sa personne sacrée & de l'Etat ; considérant d'ailleurs que Sa Majesté donne par ledit Edit une existence légale à une Société de Religieux dont Elle déclare néanmoins que l'Institut , les Con-

stitutions & Régime n'ont point été vûs ni examinés ; qu'Elle se réserve même d'accorder sur iceux les Lettres-Patentes nécessaires , & de les adresser à ses Cours pour être par elles enregistrées en la maniere accoutumée ; que par le compte qui lui a été rendu desdites Constitutions , il est démontré qu'elles sont inconciliables avec les saines maximes & l'ordre public du Royaume ; que ledit Edit , par les tempéramens qu'il apporte , ne remédie pas suffisamment à aucun desdits inconvéniens , & qu'il n'est aucun desdits soi-disans Jésuites , qui par raison des vœux dont il s'est lié , puisse l'adopter ni l'exécuter sincèrement & de bonne foi ; a arrêté qu'il n'y a lieu de procéder à la vérification & enregistrement dudit Edit ; en conséquence , ordonne que son Arrêt du premier Mars dernier , sera exécuté selon sa forme & teneur : Le Réquisitoire du Procureur Général du Roi donné en conséquence dudit Arrêt du 26 de ce mois , avec ses conclusions qu'il a laissé sur le Bureau : Oui le rapport de M. François Cabouilly , Conseiller. Tout considéré.

LA COUR , Chambres & Sémeftres

assemblés , reçoit le Procureur Général du Roi appellant comme d'abus de la Bulle commençant par le mot *Regimini*, donnée le 5 des Calendes d'Octobre 1540, qui a pour titre , *Prima Instituti Societatis Jesu approbatio* ; d'une seconde Bulle commençant par ces mots , *Injunctum nobis* , donnée la veille des Ides de Mars 1543 ; d'une autre Bulle commençant par ces mots , *Sacræ religionis* , donnée le 31 Décembre 1552 , portant pour titre , *Confirmatio privilegiorum Societati concessorum , aliorum nova concessio* , & généralement de toutes autres Bulles , Brefs , Lettres Apostoliques , Institut , Constitutions de ladite Société , Decrets des Généraux , Congrégations générales , émissions de vœux , & de tous autres actes ayant trait au régime des soi-disans Jésuites , & faisant reglement parmi eux.

Notamment en ce que ledit Institut de ladite Société seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise , à celle des Conciles Généraux & particuliers , à celle du saint Siege & de tous les Supérieurs ecclésiastiques , & à celle des Souverains , en tant que d'un côté par lesdites Constitutions , le Général pourroit tout dans ladite Société , au préjudice

des décisions desdits Conciles ; des Bulles émanées du saint Siege , des reglemens prescrits par tous les Supérieurs Ecclésiastiques , & des Loix émanées des Princes temporels , & que d'un autre côté , aucune Puissance , ni spirituelle , ni temporelle , ne pourroit rien dans ladite Société , à laquelle non-seulement auroit été attribuée faculté de changer , casser & revoquer ses propres Constitutions , & de s'en donner de nouvelles , suivant la diversité des tems , des lieux & des objets , sans subir à cet égard aucune inspection , même de la part du saint Siege , dont l'autorisation seroit censée attachée de plein droit à toutes les variations utiles à ladite Société ; mais encore auroit été accordée au cas qu'il intervînt de la part de l'Eglise , du saint Siege ou de quelque'autre Puissance que ce fût , quelque'acte de revocation ou de reformation , de pouvoir en ce cas rétablir tout de sa propre autorité dans l'ancien état , & même sous telle date que voudront choisir la Société , le Général ou les Supérieurs d'icelle , le tout sans qu'il soit besoin d'obtenir , même du saint Siege , ni autorisation , ni consentement , ni confirmation.

En

En ce que, sous le nom de ladite Société, un seul homme exerceroit une puissance monarchique sur la Société entière répandue dans tous les Etats, & sur l'universalité de ses membres & des personnes vivantes sous son obéissance, même sur celles qui seroient exemptes ou potuities de faculté quelconque; & que cette puissance s'étendrait non-seulement sur l'administration des biens & sur le droit de passer tous contrats, d'annuler ceux déjà faits, même en vertu de ses pouvoirs, mais seroit tellement une & entière, que chacun de ceux qui composent ladite Société, seroit tenu de lui obéir aveuglément comme à Jesus-Christ même, quelque chose que commande le Général, sans réserve, sans exception, sans examen & sans hésiter même intérieurement, d'apporter à l'exécution de tout ce qu'il prescrira la même plénitude de consentement & d'adhésion qu'ils ont pour la créance des Dogmes même de la foi catholique, & d'être dans ses mains comme un cadavre, ou comme un bâton dans celles d'un vieillard, ou comme Abraham sous les ordres de Dieu qui lui commandoit d'immoler son fils, en se pénétrant du prin-

cipe que tout ce qu'on lui commande est juste, & en abdiquant tout sentiment personnel & toute volonté propre.

En ce que ladite autorité absolue s'étendrait même sur le contrat naturel, qui liant les membres à la Société, doit lier la Société à ses membres; que néanmoins ladite Société ne seroit aucunement engagée de son côté; & tandis que tous ses membres lui seroient définitivement liés, le Général pourroit en tout tems renvoyer chacun d'eux sans être tenu de pourvoir à leurs besoins temporels, même les plus urgens.

En ce que pour d'autant plus assurer l'exercice de ce pouvoir absolu, l'esprit général dudit Institut, suivi dans les Constitutions, seroit de n'établir différentes règles apparentes qu'en les détruisant en même-tems, soit par d'autres règles opposées qui se trouveroient dans d'autres endroits des mêmes Constitutions, soit par des distinctions & exceptions de tout genre, ajoutant que dans la pratique, les membres de ladite Société ne sont obligés, même sous peine de péché véniel, à aucun des points contenus dans lesdites Constitutions, à moins qu'il ne leur soit spé-

cialement prescrit en vertu de la sainte obéissance , par le Supérieur qui a droit de juger de ce qui convient aux occasions & aux personnes , en sorte que le seul point constant , seroit de faire régler & de décider tout par le seul Général de ladite Société.

En ce qu'il seroit accordé audit Institut toutes sortes de privilèges , même ceux qui seroient les plus contraires aux droits des Puissances temporelles & spirituelles , à ceux des Ordinaires , des Pasteurs du second ordre , des Universités & des autres Corps séculiers & réguliers ; & que dans le cas où l'on voudroit attaquer lesdits privilèges , molester ou inquiéter tacitement , ou expressément ledit Institut , il lui seroit concédé de se nommer des Conservateurs , avec faculté d'employer pour leur défense toutes les ressources opportunes de droit & de fait , même sans respecter la puissance royale.

En ce que chacune des dispositions susdites , notamment l'obligation imposée à tous les membres de ladite Société , d'une obéissance aveugle dans l'exécution comme dans l'acquiescement envers toute volonté du Général , sans examen sur la justice d'aucun ordre émané de

lui, l'étendue des prohibitions portées par lesdites Constitutions, le genre des pouvoirs attribués auxdits soi-disans Conservateurs, tendroient à compromettre la sûreté même de la personne des Rois; que des articles plus précis encore desdites Constitutions, concourroient à porter atteinte à cette sûreté; & que d'ailleurs chacun des membres de ladite Société, étant obligé de se soumettre aux définitions d'icelle, dans les objets même de leur doctrine, sur lesquels ils auroient des opinions différentes des sentimens de l'Eglise, il ne doit & ne peut y avoir qu'une créance, une doctrine & une morale uniforme dans ladite Société, sçavoir celles qu'elle jugeroit les plus accommodées au tems, les meilleures & les plus convenables pour ladite Société.

En ce que lesdits soi-disans Jésuites seroient obligés par leur Institut de faire passer exactement chaque année à Rome, des sommes d'argent appelées *Quindennia*.

Et en ce que par leurs vœux & sermens, lesdits soi-disans Jésuites se soumettent aux Regles & Institut de ladite Société: Permet audit Procureur-Général du Roi, de faire intimer sur ledit

appel comme d'abus , le Général & Société desdits soi-disans Jésuites , tant en la personne des Recteurs des Collèges du ressort de la Cour , qu'à l'Hôtel dudit Procureur-Général du Roi ; lesquelles intimations vaudront comme si elles étoient faites à la personne dudit Général , pour procéder sur ledit appel comme d'abus , lors du jugement duquel seront rapportées à la Cour , les Lettres- Patentes duement vérifiées en icelle , pour l'établissement des Collèges de son ressort , si aucunes ils ont , pour être sur le tout conjointement statué , ainsi qu'il appartiendra..

Fait très-expresse inhibitions & défenses auxdits soi-disans Jésuites , de tenir dans l'étendue de son ressort aucunes Congrégations d'Ecoliers , d'Artistans , de personnes du sexe & toutes autres , sous quelque dénomination elles puissent être ; lesquelles Congrégations demeureront dès-à-présent supprimées & anéanties..

Fait pareillement défenses par provision , auxdits soi-disans Jésuites résidans dans le ressort , de faire aucune émission de vœux , ni de souffrir qu'il en soit fait dans lesdits Collèges , jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ledit appel comme d'abus.

Et afin que les études & l'instruction de la Jeunesse ne souffrent aucune interruption, ordonne que lesdits soi-disans Jésuites, qui sont actuellement employés auxdites fonctions, seront tenus d'y rester & de continuer leurs exercices dans les classes, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur ledit appel comme d'abus; sans qu'il soit libre au Général, Provincial ou autres Supérieurs de les changer & de les faire sortir des Colleges où ils sont, qu'en cas de maladie ou autre empêchement légitime & dans ces cas, lesdits Supérieurs seront tenus de les remplacer par des sujets qui seront examinés & approuvés par l'Ordinaire des lieux, qui en donnera son attestation ou visa en bonne forme, pour être présenté au Procureur-Général du Roi ou à ses Substituts.

Fait défenses aux Recteurs & Supérieurs des Colleges du ressort, de recevoir aucun Jésuite étranger, & non résidant actuellement esdits Colleges, pendant plus de trois jours, sans en avertir ledit Procureur-Général ou ses Substituts, pour, par lui en cette Ville, & par eux, es Villes de Verdun & Sedan, décider des raisons qui peuvent autoriser un plus long séjour, & pour

les en faire sortir s'ils en jugent les motifs insuffisans.

Fait pareillement défenses aux Recteurs, Procureurs & autres de ladite Société, résidans dans lesdits Collèges, de disposer des meubles, effets, or, argent, & de tout ce qui peut leur appartenir; à l'effet dequoy il sera dressé inventaire pour le Collège de cette Ville pardevant M. François Cabouilly, Conseiller, en présence du Procureur-Général; & pour les Collèges des Villes de Verdun & Sedan, pardevant les Lieutenans-Généraux des Bailliages esdites Villes, que la Cour a commis à cet effet, en présence des Substituts dudit Procureur-Général du Roi esdits Sieges, de tous les meubles, bibliothèques, effets de sacristie, & de toutes choses généralement appartenantes auxdits Collèges & Congrégations, de même que des titres de leurs biens immeubles, contrats de constitution, soit actifs, soit passifs, obligations, dotations, unions de bénéfice, si aucune y a, baux par eux passés, & de tout ce qui peut concerner leur propriété; lesquels titres & papiers seront déposés au Greffe de la Cour, sauf à eux à en faire tirer des extraits en la forme ordinaire, dans les

cas où ils pourroient leur être nécessaires. Permis néanmoins auxdits soi-disans Jésuites de disposer de leurs revenus , & ce seulement pour l'entretien desdits Colleges , réparation de biens & bâtimens en dépendans , nourriture & vestiaire des membres qui les composent , jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur ledit appel comme d'abus.

Ordonne que tous ceux qui auroient prêté leur nom auxdits soi-disans Jésuites , pour faire acquisition de terres , maisons , usuines & autres fonds , soit dedans , soit hors son ressort , seront tenus d'en faire au Greffe de la Cour , dans un mois , des déclarations qu'ils affirmeront sous les peines de droit.

Condamne le livre de Bussembaum , ensemble les pages 351 & 352 du livre intitulé , *Mémoire concernant l'Institut , la doctrine & les établissemens des Jésuites en France* , imprimé à Rennes chez Nicolas-Paul Vatar , à être lacérés & brûlés au pied du grand escalier du Palais , par l'Exécuteur de la haute-justice.

Ordonne que tous les livres flétris par l'Arrêt du Parlement de Paris , du 6 Août dernier , qui pourroient se trouver dans les Colleges desdits soi-disans

Jésuites de Metz , Verdun & Sedan ,
seront apportés au Greffe de la Cour à
la diligence du Procureur-Général du
Roi ou de ses Substituts , pour iceux vûs
être statué ce qu'au cas appartiendra.
Enjoint à toutes personnes qui en ont
des exemplaires, de les remettre audit
Greffe dans le délai d'un mois.

Ordonne que le présent Arrêt sera
exécuté nonobstant toutes oppositions
ou autres empêchemens quelconques ;
qu'il sera imprimé , envoyé , lû & pu-
blié dans tous les Bailliages & Sièges
ressortissans nûtement à la Cour , signifié
& exécuté sans délai : Enjoint aux Sub-
stituts dudit Procureur-Général du Roi
sur les lieux d'y tenir la main , & d'en
certifier la Cour au mois.

FAIT en Parlement , à Metz le vingt-
huit Mai mil sept cent soixante-deux. *Col-
lationné* , HUMBERT. *Signé* , BROUET.

*Ce jour d'hui cinquième Juin 1762 , le
Livre de Bussembaum ; & les deux pages
351 & 352 du Livre intitulé, Mémoire
concernant l'Institut , la doctrine & l'é-
tablissement des Jésuites en France ,
mentionnés en l'Arrêt ci-dessus , ont été
lacrés & brûlés dans la Cour du Palais ,
au pied du grand escalier d'icelui , par*

Cv

*l'Exécuteur de la haute-Justice, en présence
de moi Jean-Louis Humbert, Commis
principal au Greffe de la Cour, assisté de
deux Huissiers de ladite Cour.*

Signé, HUMBERT.

**A METZ, chez JOSEPH COLLIGNON, Imprim-
meur ordinaire du Roi, & de Nosseigneurs
de Parlement, à la Bible d'or.**

778

1-8

W63

35